

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

SERVICE DU CONTENTIEUX

SECRÉTARIAT JURIDIQUE

N° 5435 C°

Service Central :

Région : /

OBJET DE LA CONSULTATION

Transmission aux Chemins de fer allemands  
du domaine de l'acidité. Vime Pire, Chemin de fer de  
Noyon le 14 mars 1940.

aff. au titre J. AV.

Références :

Observations :

D° N° J. H. J. C° ; Aff. : Acidité Vime Pire, Chemin de fer de Noyon le 14 mars 1940.

AT

Prière à Monsieur le  
Secrétaire Général de vouloir bien  
signer et faire parvenir à la  
Wehrmacht Verkehrs Direktion Paris  
la lettre ci-jointe.

Paris, le 2 juillet 1941

LE CHEF DU CONTENTIEUX

/ *Duvigny*

Reçu 7 JUIL 41



F

MINUTE

S

{ juillet 41

Af.: Dudenhoffer  
Heller et Costantini

Wehrmacht Verkehrs Direktion  
(Division des Chemins de fer)  
29 rue de Berri, PARIS.

En vous accusant réception de votre lettre du 14  
juin dernier (3 SA 1 - SNCF) et des dossiers HELLER et  
DUDENHOEFFER qui y étaient joints, je vous serais obligé  
de vouloir bien faire connaître à la Direction des Chemins  
de fer d'Empire de Carlsruhe (Auxiliaires 1 H à Strasbourg)  
que nous lui ferons connaître prochainement notre point de  
vue en ce qui concerne l'affaire COSTANTINI, actuellement  
pendante devant la Cour de Cassation.



F.W.

M.S. 5.7.41.

ÜBERSETZUNG

S.N.C.F.  
Der Generalsekretär

Paris, den 5. Juli 1941.

Sachen : Dudenhoffer  
Heller und Costantini

W. V. D. Abteilung Eisenbahnen  
29, Rue de Berri,  
PARIS

Indem ich Ihnen den Empfang Ihres Briefes vom 14. Juni (3 S A 1-S.N.C.F.) und der ihm beigelegten Akten Heller und Dudenhoffer bestätige, wäre ich Ihnen verbunden, wenn Sie die Reichsbahndirektion Karlsruhe (Hilfsarbeiter 1 H in Strasbourg) benachrichtigen wollten, dass wir ihr unseren Standpunkt betreffend den Rechtsstreit Costantini, der z.Zt. <sup>an</sup> ~~vor~~ dem Kassationshofe anhängig ist, demnächst darlegen werden.

Der Generalsekretär

gez. FILIPPI.



7 juillet 41

Wehrmacht Verkehrs Direktion  
(Division des Chemins de fer)

En réponse à votre lettre N° 3 S.A.I. (S.N.C.F.)  
du 14 juin, je vous prie de trouver ci-joint, une copie  
de l'arrêt rendu le 20 août 1940 par la Chambre civile  
de la Cour de Cassation, dans l'affaire de responsabilité  
civile Carillet-Hüttemann.

Signé Filippi



OBJET

19 JUIN 1941

Juin

41

MINUTE

PARIS,

S.

*M*

Accident Visse

V. Réf. 3 SA 1 (S.N.C.F.)

REICHSBAHN-DIREKTION KARLSRUHE,

par l'intermédiaire de la Wehrmacht Verkehrs  
Direktion (Division des Chemins de fer) PARIS.

Par lettre du 19 Mai écoulé de votre représentant  
à Strasbourg vous nous avez demandé l'envoi du dossier  
relatif à l'accident dont l'ouvrier VISSE Pierre a été  
victime, le 14 Mars 1940, en gare de Metz-Abattoirs.

1 dossier

Nous vous adressons sous ce pli, en communication,  
ce dossier comprenant les pièces de notre enquête et la  
fin de non recevoir que nous avons opposée au réclamant.  
Nous estimons, en effet, que cet accident est dû tant  
au fait d'un tiers qu'à l'imprudence de la victime.

*Alfred Blüth*



W.

S.N.C.F.

Der Generalsekretär

den 19 Juni 1941  
19 JUIN 1941

Unfall Visse

Ihr Az. 3 S A I (SNCF)

An die R.B.D. Karlsruhe  
durch die WVD - Abteilung Eisenbahnen

P a r i s

Durch Schreiben vom 19.5.41 ihres Vertreters in Strasbourg haben Sie uns gebeten, Ihnen die Akten über den Unfall zu übersenden, den der Arbeiter Visse Pierre am 14.3.1940 im Bahnhof Metz-Abattoirs erlitten hat.

Wir übersenden Ihnen in der Anlage zur Kenntnisnahme dieses Aktenstück, das unsere Akten über die Untersuchung und über den dem Antragsteller gegebenen ablehnenden Bescheid enthält. Wir sind nämlich der Ansicht, dass dieser Unfall dem Verschulden eines Dritten und der eigenen Unvorsichtigkeit des Opfers zuzuschreiben ist.

Der Generalsekretär  
gez. Filippi



SOCIÉTÉ NATIONALE  
DES  
CHEMINS DE FER FRANÇAIS

SERVICE DU CONTENTIEUX

Bureau S.J.

Dossier N° 5.435<sup>Co</sup>

(Prière de rappeler dans la réponse  
les indications ci-dessus)

accident Visse

PARIS, LE 16 Juin 1941

45, rue Saint-Lazare (9°)  
Télép. : Pigalle 95-85

N O T E

pour Monsieur le Secrétaire Général

- annexes -

J'ai l'honneur de vous soumettre pour signature, le projet de lettre ci-joint, transmettant à la Reichsbahn, par l'intermédiaire de la Wehrmacht Verkehrsdirektion de Paris, le dossier relatif à l'accident dont a été victime M. VISSE Pierre, le 14 Mars 1940, en gare de Metz-Abattoirs.

L'envoi de ce dossier nous a été demandé par la lettre dont la traduction est annexée. La Région de l'Est avait décliné la responsabilité de cet accident, qui paraît devoir être attribué au fait d'un tiers et à l'imprudence de la victime.

LE CHEF DU CONTENTIEUX,

*[Signature]*



Sch.

W.V.D. Paris  
Division des Chemins  
de fer

Traduction

M.K. 29.5.41

Paris, le 28 mai 1941

30 MAI 1941

4

3 S A 1 (SNCF)  
SOCIÉTÉ NATIONALE  
DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS  
DIRECTION GÉNÉRALE  
Dossier D 144812 / 8  
Pièce N°

Direction Générale de la S.N.C.F.

88, rue St.Lazare

Paris

Direction Générale  
SECRETARIAT W  
29 MAI 1941  
W 4744a

Objet: Accident subi par M. V i s s e en gare de Metz-  
Abattoirs.  
Référence: néant.

Par lettre l H 6/69 Rha (Lo) du 19.5.41, la R B D  
Karlsruhe nous fait connaître ce qui suit, par son représen-  
tant l H à Strasbourg :

*M. Kolm*

" Le 14. 3.40, à 5 heures du matin, l'ouvrier V i s s e  
Pierre, a subi, en gare de Metz-Abattoirs, une contusion de  
la phalange du pouce gauche alors qu'il montait dans le  
train omnibus en direction de Rombas. L'accident aurait, à  
l'époque, été signalé à l'Inspection principale de Metz. Il  
n'existe cependant aucun dossier d'accident ni à l'Inspection  
d'Exploitation (Betriebsamt) de Metz, ni à la gare de Metz-  
Abattoirs."

La W.V.D. Paris, Division des Chemins de fer, vous  
prie de faire rechercher le dossier d'accident et de le lui  
faire parvenir pour transmission.

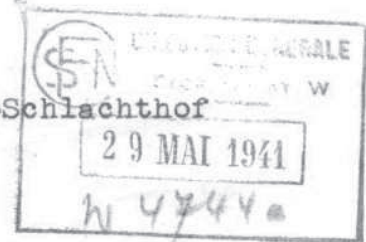
signé: Rüttsch

*Rüttsch*

S<sup>e</sup> DU CONTENTIEUX  
Pour Attributions  
*Reuann*

W.V.D. Paris  
Abteilung Eisenbahnen

Paris, den 28. Mai 1941

3 S A 1 (SNCF)Betrifft: Unfall Visse in Metz-SchlachthofBezug: ohne

An die  
Nationalgesellschaft der franz. Eisenbahnen  
Generaldirektion

P a r i s (IX)  
88, rue St.Lazare

Mit Schreiben- 1 H 6/69 Rha (Lo) vom 19.5.41 -  
teilt uns die Reichsbahndirektion Karlsruhe Hilfsarbeiter  
1 H Stassburg (Els) folgendes mit:

" Am 14.3.40, um 5 Uhr morgens wurde auf Bf Metz-  
Schlachthof dem Arbeiter V i s s e Peter beim Einsteigen  
in den Personenzug nach Rombach das erste Glied des linken  
Daumens gequetscht. Der Unfall soll s.Zt. der Inspection  
Principale Metz gemeldet worden sein. Unfallakten sind  
jedoch weder beim Betriebsamt Metz, noch auf Bf. Metz-  
Schlachthof vorhanden".

Die WVD Paris, Abt. E bittet nach dem Verbleib  
der Unfallakten zu forschen und um Übersendung zwecks  
Weitergabe.

gez. Röttsch



Inventaire des pièces  
du dossier d'accident VISSE

---

N <sup>os</sup>	Dates	Nature des pièces
1	15 mars 1940	:Rapport de la gare de Metz- :Chambière;
2	15 mars 1940	:Deuxième rapport de la gare de :Metz-Chambière et 5 pièces an- :nexées;
3	24 mars 1940	:Explications du Chef de train :Goldstein;
4	26 mars 1940	:Rapport du Chef de gare de :Thionville;
5	29 mars 1940	:Rapport de l'Inspecteur de :l'Exploitation;
6	11 avril 1940	:Rapport de l'Inspecteur :Principal;
7	26 février 1941	:Nouvelle requête de Visse;
8	24 mars 1941	:Accusé de réception de la :Division Commerciale.



J. G. 40 P. 435 c°

Accident Vime

Paris, le 1er juin 1940

Note pour M. le Secrétaire général.

J'ai l'honneur de vous soumettre pour signature le projet de lettre ci-joint transmettant à la Reichsbahn, par l'intermédiaire de la Wehrmacht Verkehrsdirection de Paris, le dossier relatif à l'accident dont a été victime, ~~le 14 mai 1940~~ M. Vime Pierre, le 14 Mars 1940, en gare de Nogent-le-Roi.

L'envoi de ce dossier nous a été demandé par la lettre dont la traduction est annexée. La Région de l'Est avait décliné la responsabilité de cet accident, qui paraît devoir être attribué au fait d'un tiers et à l'imprudence de la victime.

Le Chef du Contentieux :

13/6



L. J. 408.43700

Accident Vime.

N. Ref. 3SA + (S4CF)

Paris, le juin 1941

Reichsbahn-direction Karlsruhe

par l'intermédiaire de la Wehrmacht Verkehrsdirection (Division des Chemins de fer) Paris.

Par lettre du 19 mai écoulé de votre représentant à Strasbourg vous nous avez demandé l'envoi du dossier relatif à l'accident dont l'ouvrier Vime Pierre a été victime, le 14 mars 1940, au gare de Metz-Albion.

en communication ce  
Vous vous adressons vers ce ~~ph~~ ~~Bois~~ ~~en~~ ~~40~~

question concernant les pièces de notre enquête et la fin de nous recevoir que nous avons apposé au réclamant. Vous estimons, en effet, que cet accident est dû au fait d'un tiers et à l'imprudence de la victime.

Donner

163



Sch.

W.V.D. Paris  
Division des Chemins  
de fer

Paris, le 28 mai 1941

3 S A 1 (SNCF)

Direction Générale de la S.N.C.F.

88, rue St.Lazare

P a r i s

DIRECTION GÉNÉRALE

SECRETARIAT W

29 MAI 1941

W47441

Objet: Accident subi par M. V i s s e en gare de Metz-  
Abattoirs.

Référence: néant.

Par lettre l H 6/69 Rha (Lo) du 19.5.41, la R B D  
Karlsruhe nous fait connaître ce qui suit, par son représen-  
tant l H à Strasbourg :

" Le 14. 3.40, à 5 heures du matin, l'ouvrier V i s s e  
Pierre, a subi, en gare de Metz-Abattoirs, une contusion de  
la phalange du pouce gauche alors qu'il montait dans le  
train omnibus en direction de Rombas. L'accident aurait, à  
l'époque, été signalé à l'Inspection principale de Metz. Il  
n'existe cependant aucun dossier d'accident ni à l'Inspection  
d'Exploitation (Betriebsamt) de Metz, ni à la gare de Metz-  
Abattoirs."

La W.V.D. Paris, Division des Chemins de fer, vous  
prie de faire rechercher le dossier d'accident et de le lui  
faire parvenir pour transmission.

signé: Rüttsch



SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

SERVICE DU CONTENTIEUX

SECRÉTARIAT JURIDIQUE

N° 5436 C°

Service Central : /

Région : /

OBJET DE LA CONSULTATION

Exécution du P.V. de la Conférence franco-allemande du 24 Avril 1941.

Inventaire des dossiers d'affaires de responsabilité civile -  
Gangloff, Hemppel, Imbert, Aristo & Oswald.

Requête au sujet des ~~deux~~ affaires de detournement ou d'indemnité  
Dunyas & Co, Colonne alsacienne, Figeat, Charbonnières,  
Fritz Ferber, et des accidents Mreyer, Schwartz & Braun.

Références :

Observations :

D. N°

5436 C° ; Aff. : Affaires de responsabilité civile -  
Dunyas & Co, Colonne alsacienne, Figeat, Charbonnières,  
Fritz Ferber, et des accidents Mreyer, Schwartz & Braun.



P

COPIE pour le Service X

COPIE D 149100/10  
faite le 21/6/41

20 Juin 1941

W 1938

S

Conférence du  
24 Avril 1941

Reichsbahndirektion KARLSRUHE

(Auxiliaires I H<sup>à</sup> STRASBOURG)

par l'intermédiaire de la WEHRMACHT VERKEHRSDIREKTION

PARIS, 29, rue de Berri

5 dossiers  
annexés

Lors de la Conférence qui a eu lieu à PARIS, le 24 Avril dernier, en vue du règlement de certains litiges relatifs à l'exploitation du Réseau alsacien-lorrain par la S.N.C.F. il a été entendu que nous ferions rechercher, pour les mettre à votre disposition, les dossiers suivants :

a) demande de détaxe de 509 frs de la Maison DANZAS et Cie à COLMAR,

b) demande d'indemnité de la Cokerie alsacienne, S.A. à STRASBOURG-NEUDORF pour perte de 2 wagons,

c) demande de détaxe de 498<sup>f</sup>45 de la Société générale charbonnière S.A. à STRASBOURG,

d) demande d'indemnité de la Maison FRITZ FERBER de MANNHEIM pour perte de 5 wagons de bauxite,

e) affaires de responsabilité civile GENTNER, HOLDERBACH, GANGLOFF, STEMPFER, IMBERT, ARITTO, OSWALD, MEYER, SCHWARTZ et BRAUN.

Nous n'avons pu trouver trace des affaires mentionnées sous a) b) c). Pour nous permettre d'effectuer de nouvelles recherches, il y aurait lieu de préciser, si possible, la date de présentation de la demande et les conditions des expéditions litigieuses.

En ce qui concerne les 5 wagons de bauxite destinés à la Maison Fritz FERBER de MANNHEIM, cette marchandise étant propriété d'un sujet ennemi, a été mise sous séquestre en Février 1940, puis abandonnée par le séquestre à la S.N.C.F. en raison de l'importance des frais dont elle était grevée. Le dossier complet de cette affaire, retourné le 7 Mai 1940 à notre Arrondissement de STRASBOURG, alors replié à SAVERNE, ne se trouve plus en notre possession.

Les dossiers des affaires de responsabilité GENTNER

AVISE : Le Service X, M. le Directeur Général, S.P., S.W., S/S

8:23 JUN 41



et HOLDERBACH vous ont été adressés par lettres séparées. Nous vous transmettons ci-annexés ceux des affaires GANGLOFF, STEMPFER, IMBERT, ARITTO et OSWALD. Nous n'avons pu trouver trace de dossiers se rapportant aux affaires MEYER, SCHWARTZ et BRAUN. En vue de nouvelles recherches nous vous prions de nous indiquer la date, le lieu et les circonstances principales de ces accidents ainsi que l'identité exacte et le domicile actuel des victimes.

Signé : LE BESNERAIS



13. 3. 1436 C.

Alfred

Paris. G.

Febr 1968

5

Conférence du 24 avril 1960

Votre pour M<sup>re</sup> premier le Secrétaire général,

J'ai l'honneur de remettre à votre  
signature la lettre ci-jointe, ~~de~~ transmettant  
aux Chemins de fer allemands divers dessins & litiges  
relatifs à l'exploitation par votre Société du Réseau  
alsacien-lorrain.

1 letter  
25 pence

L'envoyé des ~~donnés~~ derniers qui font l'objet de cette lettre  
avait été convenu, lors de la Conférence qui a eu lieu  
à Paris, le 24 avril dernier, entre les délégués des La Prévôté  
général et ceux des Ch<sup>seins</sup> de ses allemands. Les réclamations  
sont <sup>soit</sup> domiciliées, dans les départements du ~~Haut~~ Bas-Rhin,  
du Haut-Rhin ou de la Moselle, soit en Luxembourg ou en  
Allemagne.

Lehigh University

4



5436<sup>C°</sup>

N O T E

pour Monsieur le Secrétaire Général

-----

Conférence du 24  
Avril 1941

1 lettre et  
5 dossiers

J'ai l'honneur de soumettre à votre signature la lettre ci-jointe transmettant aux Chemins de fer allemands divers dossiers litigieux relatifs à l'exploitation par notre Société du Réseau alsacien-lorrain.

L'envoi des dossiers qui font l'objet de cette lettre avait été convenu, lors de la Conférence qui a eu lieu à Paris, le 24 Avril dernier, entre les délégués de la Direction générale et ceux des Chemins de fer allemands. Les réclamants sont domiciliés, soit dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin ou de la Moselle, soit en Luxembourg ou en Allemagne.

Nous demandons par ailleurs des renseignements complémentaires sur des dossiers que nous n'avons pas retrouvés.

LE CHEF DU CONTENTIEUX,

*J. Auzange*

*17.5.41*



Conférence du  
24 Avril 1941

Reichsbahndirektion Karlsruhe

(Auxiliaires I H à Strasbourg)

par l'intermédiaire de la Wehrmacht Verkehrsdirektion

Paris, 29 rue de Berri.

5 dossiers  
annexés

Lors de la Conférence qui a eu lieu à Paris, le 24 Avril dernier, en vue du règlement de certains litiges relatifs à l'exploitation du Réseau alsacien-lorrain par la S.N.C.F. il a été entendu que nous ferions rechercher, pour les mettre à votre disposition, les dossiers suivants :

a) demande de détaxe de 509 frs de la Maison DANZAS et Cie à Colmar,

b) demande d'indemnité de la Cokerie alsacienne, S.A. à Strasbourg-Neudorf pour perte de 2 wagons,

c) demande de détaxe de 498<sup>f</sup>,45 de la Société générale charbonnière S.A. à Strasbourg,

d) demande d'indemnité de la Maison FRITZ FERBER de Mannheim pour perte de 5 wagons de bauxite.

e) affaires de responsabilité civile GENTNER, HOLDERBACH, GANGLOFF, STEMPPER, IMBERT, ARITTO, OSWALD, MEYER, SCHWARTZ et BRAUN.

Nous n'avons pu trouver trace des affaires mentionnées sous a) b) c). Pour nous permettre d'effectuer de nouvelles



recherches, il y aurait lieu de préciser, si possible, la date de présentation de la demande et les conditions des expéditions litigieuses.

En ce qui concerne les 5 wagons de bauxite destinés à la Maison Fritz FERBER de Mannheim, cette marchandise étant propriété d'un sujet ennemi, a été mise sous séquestre en février 1940, puis abandonnée par le séquestre à la S.N.C.F. en raison de l'importance des frais dont elle était grevée. Le dossier complet de cette affaire, retourné le 7 mai 1940 à notre Arrondissement de Strasbourg, alors replié à Saverne, ne se trouve plus en notre possession.

Les dossiers des affaires de responsabilité GENTNER et HOLDERBACH vous ont été adressés par lettres séparées. Nous vous transmettons ci-annexés ceux des affaires GANGLOFF, STEMPFER, IMBERT, ARITTO et OSWALD. Nous n'avons pu trouver trace de dossiers se rapportant aux affaires MEYER, SCHWARTZ et BRAUN. En vue de nouvelles recherches nous vous prions de nous indiquer la date, le lieu et les circonstances principales de ces accidents ainsi que l'identité exacte et le domicile actuel des victimes.



Lg. 4.5436 00

Paris. 6

juin 1944.

Conférence du 24 avril 1944

Reichsbahndirektion Karlsruhe  
(Auxiliaire I H à Strasbourg)

par l'intermédiaire de la Wehrmachtverkehrsdirection  
Paris, 29 rue de Berri.

Lors de la Conférence qui a eu lieu à Paris, le 24 avril dernier, en vue du règlement de certains litiges relatifs à l'exploitation du Réseau alsacien-lorrain par la S.M.C.F. il a été entendu que nous ferions rechercher, pour les mettre à votre disposition, les données suivantes :

- a) demande de détaxe de 50 gms de la Maison Dangoz & Co à Colmar,
- b) demande d'indemnité de la Colferie alsacienne, S.A. à Strasbourg-Geudorf pour perte de 2 wagons,
- c) demande de détaxe <sup>de 498<sup>45</sup></sup> de la Société générale charbonnière S.A. à Strasbourg,
- d) demande d'indemnité de la Maison Fritz Fieber de Mannheim pour perte de 5 wagons de banquette.

~~Vous n'avez pu trouver trace des affaires faisant l'objet des mentions~~

e) affaires de responsabilité civile Gentner, Holderbach, Gangloff, Stempfer, Imbert, Arlito, Oswald, Meyer, Schwartz et Braun.

Vous n'avez pu trouver trace des affaires mentionnées sous a) b) c). Pour nous permettre d'effectuer de nouvelles recherches, il y aurait lieu de préciser, si possible, la date de présentation de la demande et les

Données annexes



conditions des expéditions litigieuses.

En ce qui concerne les 3 wagons de banquette destinés à la Maison Fritzy Kerber de Mannheim, cette marchandise, étant propriété d'un sujet ennemi, a été mise sous séquestre en février 1940, puis abandonnée par le séquestre à la S. H. C. F. en raison de l'importance des frais dont elle était grevée. Le dossier complet de cette affaire, retourné le 2 mai 1940 à notre arrondissement de Strasbourg, alors replié à Saverne, ne se trouve plus en notre possession.

Les dossiers des affaires de responsabilité Gentner et Holderbach vous ont été adressés par ~~nos~~ lettres séparées. Nous vous ~~fournissons de~~ <sup>transmettons</sup> ci-jointes celles des affaires Jangloff, Stempfer, Imbert, Arlito et Oswald. Nous n'avons pu ~~trouver~~ trouver trace de dossiers se rapportant aux affaires Meyer, Schwartz et Braun. En vue de nouvelles recherches, <sup>nous vous prions</sup> ~~il y aurait lieu~~ de nous indiquer la date, et le lieu et les circonstances principales de ces accidents ainsi que ~~les résidences des victimes~~ l'identité <sup>exacte</sup> et le domicile actuel des victimes.



SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

SERVICE DU CONTENTIEUX

SECRÉTARIAT JURIDIQUE

N° 5487 C°

Service Central: *[Signature]*

Région: *Région Est*

OBJET DE LA CONSULTATION

*Brancerie Lorraine à Metz - devant les ponts  
reconnus - caution B. U. C. I. à Paris.*

*~~Donner~~ attestation engagée  
bancaire et chèques.*

Références :

Observations :

D. N° 5487 C° ; Aff. : Brancerie Lorraine à Metz - devant les ponts - caution B. U. C. I.



S. N. C. F.

SERVICES FINANCIERS

TITRES

17, R. de Londres - IX<sup>e</sup>

PARIS, le 21 Février 1942

Monsieur le Chef du Contentieux  
45, rue St-Lazare  
à PARIS

F1 Tg 125

Dr : n° 178 B

Comme suite à votre note du 14 courant  
(Réf. Bureau S.J. Dossier n° 5437 C<sup>o</sup>), j'ai  
l'honneur de vous faire savoir que notre  
Service n'a pas été avisé de l'encaissement  
de la somme de Frs : 17.062,25 représentant  
le montant des chèques Nos 856.168 et 856.169  
émis à l'ordre de la S.N.C.F. les 3 et 12  
juin 1940 par la Brasserie Lorraine dont le  
paiement a été refusé à l'époque sur ordre  
des Autorités Allemandes.

P/Le Directeur des Services Financiers,  
Le Chef de la Subdivision des Titres.

*Jean*

*M. Colombel  
21-2-42  
g*



S.J.

5.437<sup>Co</sup>

Affaire Brasserie-Lorraine  
à Metz

## N O T E

pour les Services Financiers  
(Division Centrale des Finances)

Comme suite à ma lettre du 4 août dernier, relative au cautionnement bancaire fourni par la Brasserie Lorraine en garantie des opérations de son compte en gare de Metz, j'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien me faire connaître si notre découvert, soit 17.062 Frs 25, a été encaissé depuis.

Dans la négative, je crois devoir vous signaler qu'il appartiendrait aux Chemins de fer allemands de se charger de ce recouvrement, conformément aux accords intervenus les 24/25 avril 1941, la Brasserie Lorraine ayant continué son activité à Metz, sous la même direction qu'auparavant.

LE CHEF DU CONTENTIEUX,

*Signé: Laurence*



H.  
20 J. 1886  
aff. Brasseur Lorraine  
a. l'agent

Paris, le 14 Février 1886

27

Note pour les services financiers  
( Division central des finances )

Comme suite à mon lettre du 4 août dernier  
relative au cautionnement Brasseur fourni par  
la Brasseur Lorraine en garantie des opérations de  
mon compte en gars de 1875, j'ai l'honneur de vous  
prier de vouloir bien me faire connaître si votre dévoué,  
noté 17.002 fr 25, a été encaissé depuis lors, pour Brasseur  
de Brasseur

Sur la négative, je crois devoir vous signaler qu'il s'agit  
appartèndrait de se charger de ce recouvrement, conformément  
ment aux accords intervenus le 24/12/1881, la  
Brasseur Lorraine ayant continué son activité à Metz, sous  
la même direction qu' auparavant.

Le Chef de Brasseur

H. Brasseur



4 Août x41

S.J.

5.437<sup>Go</sup>aff. Brasserie lorraine  
à Metz

## N O T E

pour les SERVICES FINANCIERS

(Subdivision des Opérations bancaires et des titres)

J'ai l'honneur de vous faire connaître que j'ai été chargé par la Région Est du recouvrement du solde débiteur du compte courant de règlement périodique de frais de transport ouvert au nom de la Brasserie Lorraine dans les gares de Metz-G.V. et de Metz-devant-les-ponts.

Ce compte est garanti par un engagement bancaire de 50.000 francs souscrit par la Banque Nationale pour le Commerce et l'Industrie à Metz. La Brasserie Lorraine a émis, d'autre part, en règlement de sa dette, les chèques ci-après :

N° 856.168 du 3 Juin 1940 sur la B.N.C.I. pour 4.639<sup>f</sup>.N° 856.169 du 12 Juin 1940 -d°- 12.423<sup>f</sup>,25

dont le paiement a été refusé à l'époque sur ordre de l'Autorité allemande.

Afin de me permettre de donner à cette affaire la suite qu'elle comporte, je vous serais obligé de bien vouloir me faire parvenir l'engagement bancaire et les chèques susvisés.

LE CHEF DU CONTENTIEUX,

SERVICES COMMUNIS DU CONTENTIEUX

LE 12 OCT 1940

SERVICES FINANCIERS DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS



J.G. n° 487 c°

Paris, le 4 Avril 1964

4

M. Brasseur Lorrain à Metz

Note pour les Services Financiers  
concernant des Opérations Bancaires  
et des Titres,

J'ai l'honneur de vous faire connaître que j'ai été  
chargé par la Région S.M. des Recouvrements et du solde de l'échéance  
du compte courant de règlement périodique des frais de transport  
ouvert au nom de la Brasserie Lorraine dans la Gare de  
Metz-G.V. et de Metz-devant-le-pont.

Le compte est garanti par un engagement bancaire de  
50.000 francs versé par la Banque Nationale pour le  
Commerce et l'Industrie à Metz. La Brasserie Lorraine  
a ainsi, l'autre part, en règlement de ce dette, des chèques  
ci-après :

31/7



4  
308896.168, du 3 juin 1940 sur la B. M. C. I. pour 4.639,00  
308896.169, du 12 juin 1940 " " 12.423,25

Pour le paiement a été refusé à l'époque susordonnée de  
l'autorité allemande.

Afin de ne permettre de donner à cette affaire la suite  
qu'elle comporte, je vous serais obligé de bien vouloir me  
faire parvenir l'engagement bancaire et les chèques susvisés;  
~~avec~~ le chef ou l'intermédiaire:





Bureau A.4.  
22.487 A4.

Brasserie Lorraine  
à Metz. devant le Pont

demande de restitution de l'engagement  
bancaire de 90.000 + soumis par la B.N.C.I.  
à Metz, en garantie du compte courant de  
réglement périodique de frais de transport des  
aux gares de Metz =

La Brasserie Lorraine nous restait  
redevable de ... 17.062,75

Elle est demeurée en A.4. pour y poursuivre  
son exploitation sous la même direction  
qu'avant les hostilités.

Requis complémentaires et  
pièces demandés à la Région Est, qui  
ne nous les a pas encore adressés.

Attendu



24 Avril 41

ce  
28.487.14.

Affaire Brasserie Lorraine

D.R. Division Commerciale  
n° 140.130/C/10 -

Monsieur le Chef du Service  
de l'Exploitation de la Région est.

J'ai l'honneur de vous confirmer  
ma lettre du 10 février dernier concernant  
cette affaire. Et vous prie d'être de  
bien vouloir me faire parvenir, d'urgence  
possible, les pièces et renseignements  
demandés.

1er Chef de Service

— — — — —



10 Février 41

Affaire Brasserie Lorraine

D.R. Division Commerciale

N<sup>o</sup> 140.130/C/10.

Monsieur le Chef du service  
de l'Exploitation de la Région Est.

Comme suite à votre lettre du  
9 courant, je vous serais obligé, pour me  
permettre d'annuler la suite à donner à cette  
affaire, de bien vouloir me faire parvenir  
en communication l'engagement bancaire  
de 90.000<sup>fr</sup>, souscrit en faveur de la Brasserie  
Lorraine par la Banque Nationale pour le  
Commerce et l'Industrie, à Metz.

Je vous saurais gré, d'autre part, de  
m'indiquer la nature de notre créance de  
14.062<sup>fr</sup>, 25 sur la Brasserie Lorraine, ou me  
communiquant également les chèques, qui avaient  
été émis pour règlement de cette somme et  
qui ont été rejetés comme non encaissables en  
fait d'indiquer les autorités allemandes.

Enfin, vous voudriez bien me faire savoir  
si les différentes sommes encaissées les 10, 15 Juin  
et 21 Juillet 1940 par les gués de Metz, devant la



Ponts et chaussées g. v. et s'élevant à un total de 14.472,25<sup>fr</sup>,  
font partie de notre créance surindiquée de 14.068,25<sup>fr</sup> en  
en sont distinctes.

Le Chef du Contentieux  
F. n. 2

Observations de l'Etat de l'Etat  
de l'Etat de l'Etat de l'Etat

Affaire d'Etat d'Etat

1.2. d'Etat d'Etat  
14.472,25 / 14.068,25

Comme suite à notre lettre du  
2 courant, je vous envoie ci-joint, pour me  
permettre d'examiner de suite, l'Etat de l'Etat  
d'Etat, le plan de l'Etat de l'Etat d'Etat  
en communication, l'Etat de l'Etat d'Etat  
de l'Etat, ainsi que l'Etat de l'Etat d'Etat  
d'Etat, par le moyen de l'Etat d'Etat  
d'Etat de l'Etat d'Etat, d'Etat.  
Le plan de l'Etat d'Etat, l'Etat d'Etat, le  
m'indiquant de l'Etat de l'Etat d'Etat de  
14.472,25 en l'Etat d'Etat, en l'Etat  
d'Etat d'Etat d'Etat d'Etat d'Etat, qui avait  
été mis pour l'Etat de l'Etat d'Etat et  
qui ont été joints comme un Etat d'Etat  
de l'Etat de l'Etat d'Etat d'Etat.  
Enfin, vous voudrez bien me faire savoir  
à la prochaine réunion d'Etat de l'Etat  
de l'Etat de l'Etat de l'Etat de l'Etat.



GB/

S.N.C.F.  
Région EST  
Exploitation

Paris, le 5 FEV 1941

Division Commerciale

Monsieur le Chef du Service du Contentieux.

N° IIOI30/C/IO

J'ai l'honneur de vous faire connaître que nous sommes saisis par les Services Financiers d'une demande de restitution de l'engagement bancaire de 50.000 fs souscrit par la Banque Nationale pour le Commerce & l'Industrie à Metz, en garantie du compte courant de règlement périodique des frais de transport et accessoires ouvert précédemment dans les gares de Metz-devant-les-Ponts et de Metz-G.V. au nom de la Brasserie Lorraine à Metz-devant-les-Ponts.

Cet Etablissement est encore redevable envers la S.N.C.F.

I<sup>er</sup> - d'une somme de : 17.062,25 frs, représentant le montant des chèques ci-après qui ont été rejetés par les Banques lors que les Services Financiers en ont réclamé le règlement :

chèque N° 856.168 émis le 3/6/40 sur la BNCI pour 4.639,00  
 - - 856.169 - - 12/6/40 - - 12.423,25  
 motif du rejet: non encaissable du fait d'ordres des autorités allemandes.

En outre les derniers règlements concernant des frais dus à la S.N.C.F. et destinés à l'apurement du compte courant dont il s'agit ont été effectués par la Brasserie Lorraine aux dates ci-après :

Metz-d <sup>t</sup> -les-Ponts: le 10 juin 1940.....	54 f.00	14.422,25
....d <sup>re</sup> ... : - 15 - .....	9.956,25	
Metz-G.V. : - 11 juillet 1940.....	4.467,00	

Eu égard aux événements, il est douteux que ces sommes soient pu être versées par les gares ci-dessus à la caisse Centrale de la S.N.C.F. Il est même probable que cette opération n'a pas été envisagée par la gare de Metz-devant-les-Ponts en ce qui concerne celle de 4.467 f.00 encaissée le 11 juillet.

Nous vous laissons donc le soin, d'une part, de poursuivre si vous le jugez possible, le recouvrement des sommes dues à la S.N.C.F., et, d'autre part, de décider d'accord avec les Services Financiers s'il convient, compte tenu de ce qui précède, de donner une suite favorable à la demande la restitution de l'engagement bancaire en question.



9



A titre indicatif et suivant renseignements fournis par les gares précitées, la Brasserie Lorraine est demeurée en Alsace Lorraine pour y poursuivre son exploitation sous la même direction qu'avant les hostilités.

P. Le Chef de la Division commerciale,  
Le Chef de la 2ème Subdivision,



SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

SERVICE DU CONTENTIEUX

SECRÉTARIAT JURIDIQUE

N° 5438 C°

Service Central: *Services financiers*

Région: \_\_\_\_\_

OBJET DE LA CONSULTATION

*Sotrapo*  
*constitution d'un engagement de caution souscrit*  
*par la R.G. Als. et de Banque en faveur de Sotrapo*  
*de donner doit se trouver d'Alenbourg*  
*avec l'engagement de caution*

Références :

Observations : *La RBD de Karlsruhe a été chargée du*  
*reglement*

D. N° 5438 C° ; Aff. : *Sotrapo - constitution de caution*

*de Sotrapo*



Le cas échéant, notre créance de 124.442 f. serait à modifier en conséquence.

Nous ne pouvons vous indiquer par ailleurs, si la somme de 3915 f.75 représentant des frais de raccordement (823 f) et de stationnement (3092 f) décomptés par la gare de Strasbourg G.V. se trouve comprise dans les sommes inscrites au débit du compte, les pièces justificatives ayant été adressées à la Société SOTRAPO le 5 Janvier 1940 par la Subdivision de la Comptabilité des Recettes.

Cependant si cette somme de 3915 f.75 s'applique à la totalité de la période du 1er septembre 1939 au 31 mars 1940 il est hors de doute qu'elle n'a pu être comprise dans notre compte courant, étant donné que l'extrait de ce compte fait apparaître que la dernière somme inscrite au débit par la gare de Strasbourg G.V. a été facturée le 15 Novembre 1939.

Je vous serais obligé de bien vouloir nous aviser de l'encaissement de notre créance, ainsi que de la restitution des engagements de caution de 280.000 frs et 4.000 frs en votre possession.

Le Chef de la Division Commerciale  
L'Inspecteur Principal  
Chef de la 2<sup>e</sup> Subdivision  
Signé : DUFAYS

Division Commerciale  
2<sup>e</sup> Subdivision 10<sup>e</sup> Section

N° III. 61. CIO

Copie transmise  
à Monsieur le Directeur des Services Financiers  
- Direction Centrale des Finances -

à titre d'information  
Paris, le

Division Commerciale  
2<sup>e</sup> Subdivision 10<sup>e</sup> Section

N° III. 617 C.10

S. N. C. F.

Région de l'Est

Exploitation

Division Commerciale

2<sup>e</sup> Subdivision - 10<sup>e</sup> Section  
Division Commerciale

2<sup>e</sup> Subdivision 10<sup>e</sup> Section

N° III. 618 C.10

3 P.J.

Copie transmise  
à Monsieur le Directeur des Services Financiers  
- Division Centrale de la Comptabilité Générale -  
- Direction Centrale des Finances

Comme suite à la lettre FI/T 8607 (Dr 12558) du 23 Février 1940 et à la transmission F2 CRO. N° 5164 du 22 Juillet dernier.

Le Chef de la Division Commerciale, Paris, le 25 AOUT 1941

Signé : DUFAYS

Copie transmise  
à Monsieur le Chef du Contentieux

à titre d'information et comme suite à nos lettres N° 5880 et 5881 des 12 Avril et 22 Novembre 1940.



Paris, le 25 AOUT 1941  
Le Chef de la Division Commerciale  
L'Inspecteur Principal  
Chef de la 2<sup>e</sup> Subdivision



Paris, le

25 AOU 1941

S. N. C. F.

Région de l'Est

Exploitation

Division Commerciale

2<sup>e</sup> Subdivision - 10<sup>e</sup> Section

N° 111.616 CIO

Dt S. 19 III

COPIE

Monsieur le Chef du Service Auxiliaire  
1 H à Strasbourg de la  
Reichsbahndirektion Karlsruhe  
STRASBOURG

Kronenburgerring 3

Suite à votre lettre LH5 a/210 G1 (A2) du 2 Juillet dernier adressée à la Subdivision du Contrôle des Recettes Marchandises de la S.N.C.F. au sujet d'une somme de 105.084 frs 47 à recouvrer de la Société Nouvelle de Transports et Entrepôts de Strasbourg "SOTRAPO" pour solde du compte courant de règlement de frais de transport atermoyés dans les gares de Strasbourg GV, Strasbourg-Cronembourg, Strasbourg-Neudorf PV, Strasbourg-St-du-Rhin et Ste-Marie-aux-Mines, précédemment ouvert dans les écritures du Service précité.

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint un extrait du compte-courant de la Société "SOTRAPO" qui se solde à ce jour par une somme de 124.442 f. au débit de cette Société.

La somme de 105084 f.47 dont il est fait état dans votre lettre s'est trouvée augmentée d'une taxe de virement de 1f.40 (sur le chèque de 50.000 f) et du montant des chèques désignés ci-après remis par la Société SOTRAPO à la gare de Ste-Marie-aux-Mines en règlement de frais de transport et qui n'ont pu être encaissés en raison des événements.

- 1°) Chèque de 13.881 f.60 N° A 760.957 tiré le 30 Mai 1940 sur la Société Générale Alsacienne de Banque à Ste-Marie-aux-Mines.
- 2°) Chèque de 5.474 f.55 N° A 760.959 tiré le 3 Juin 1940 sur la Société Générale Alsacienne de Banque à Ste-Marie-aux-Mines.

Ce solde de 124.442 frs représente la totalité des frais dont nous sommes à découvert à ce jour, au titre de frais de transport dus par la Société SOTRAPO.

Toutefois, je vous demanderai de bien vouloir vous assurer qu'aucune somme n'est due aux gares de Ste-Marie-aux-Mines et de Strasbourg par la dite Société pour la période antérieure au 1<sup>er</sup>-7-40. A cet effet vous trouverez ci-joint des questionnaires à faire compléter par les gares et à nous retourner.

.....



Division Commerciale

2<sup>e</sup> Subdivision 10<sup>e</sup> Section

Extrait  
du compte courant SOTRAPO

Août 1941

M.L.	Débit		Crédit	
	Frais de transport	Intérêts d'arriéré	Total	
Strasbourg GV	1.674.00	2.50	1.676.50	: Sept. 1939 Strasbourg GV 3.00
Port du Rhin	2.059.65	3.10	2.062.75	: Oct. Port du Rhin 1.205.00
GV	20.787.60	31.18	20.818.78	: " Strasbourg PV 4.403.70
"	82.644.10	124.28	82.968.38	: Nov. 1939 " 2.023.30
16 sept. 1939	36.00		36.00	"
31 août	71.649.84	107.50	71.757.34	: Comptes reçus par 3.80
"				: chèque du 30.5.40 25.000.00
30 Nov.	6.609.00	9.90	6.618.90	: chèque du 29.4.40 49.988.60
15 Nov.	1.781.90	2.75	1.784.65	: (50.000 f.-12.40-taxe de virement)
			187.723.27	
				82.637.40
Ste Marie aux Mines	Solde débiteur		105.085.57	
	Au débit			
	Chèques non encaissés			
30 Mai 1940	Chèques N° A 760957	sur Ste Gale Alsacienne	13.851.60	
		de Banque		
3 Juin 1940	et A 760959	Ste Marie aux Mines	5.474.55	
		Total du Débit .....	124.448.02	



Paris, le 22 Juillet 1941

S.N.C.F.

Services Financiers

-----  
Division Centrale de la  
Comptabilité Générale  
Subdivision de la Comptabilité  
des Recettes  
12 bis rue de Budapest  
5e Bureau

F2 CRC N° 5164

Transmis à  
Monsieur le chef de la Division Commerciale  
de la Région EST  
( Comptabilité des Gares - 10e Section )  
9, rue de Château-Landon à PARIS

à toutes fins utiles.

D'après les renseignements en notre possession le découvert de la S.N.C.F. dû par la Société SOTRAPO s'élevait à 180.084,47 dont les relevés justificatifs et des indications complémentaires lui ont été données par lettres F2 CRM -10-0028 du 5 Janvier et F2 CRC 0575 RP du 29 Mars 1940.

Nous avons été, par ailleurs, crédités en juin et juillet 1940 de deux chèques de 25.000 et 49.998,60 (50.000 moins 1.40 de taxe de virement), ce qui ramenait notre créance à 105.085,87 dont débit vous a été transmis.

Nous ne pouvons indiquer si les frais de raccordement (823f) et de stationnement (3.092 f) du 1.9.39 au 31.3.40 sont compris dans notre créance, toutes nos pièces ayant été adressées à la Société SOTRAPO le 5 Janvier 1940.

Par ailleurs, nous remarquons, sur vos relevés, notamment, que deux chèques de 13.881,53 et 5.474,55 dont nous n'avons pu déterminer l'application ont été rejetés.

P. le Chef des Subdivisions  
de la Comptabilité  
et du Contrôle des recettes

signature



M.L. COPIE

TRADUCTION

Service Auxiliaire; 1 H  
à Strasbourg (Els)  
Kronenburgerring 3

Deutsche Reichsbahn  
Reichsbahndirektion KARLSRUHE

✓ à la S.N.C.F.  
Services financiers  
Subd. Centrale du Contrôle  
des Recettes  
Trafic International-Marchandises  
162 rue Saussure, PARIS

par la W.V.D. PARIS  
Section Chemins de fer  
à PARIS  
29, rue de Berri

Notre référence : 1 H 5 a/210 G1 (Als) 2.7.41.

Objet : Créances envers la S.N.C.F. concernant les arrérages de frais de transport atermoyés dus par la Sté Nouvelle de Transports et Entrepôts SOTRAPO.

Par lettre du 12.4.1940 N° 5880 C-10 la Région de l'Est, Exploitation, Division Commerciale, 2e Subdivision a saisi l'ancien Service du Contentieux de la Sous-Direction de Strasbourg de récupérer de la Maison Sotrapo la somme de 180.084f.47 due à votre Service.

La Société a versé en date du 29.4.1940 un premier acompte de 50.000 f. et le 30.5.1940 un dernier acompte de 25.000 frs de sorte qu'à l'époque actuelle une somme de 105.084f.47 reste à recouvrer.

Nous vous prions de vérifier si ce montant représente la totalité des sommes dues par la Maison SOTRAPO à la S.N.C.F. et particulièrement si une somme de 3.915f.75 facturée par la gare de Strasbourg GV se décomposant de 823 frs pour frais de raccordement et de 3.092 frs pour frais de stationnement survenus pendant la période du 1.9.1939 au 31.3.1940, est comprise dans la somme de 105.084 f.47.

Au cas où la S.N.C.F. serait créancière vis-à-vis de la Maison Sotrapo d'autres sommes encore, nous vous prions de les porter à notre connaissance afin de nous permettre de procéder à leur encaissement ainsi qu'à la restitution des deux cautions de 280.000 frs et 4.000 frs déposées par la dite Société et qui se trouvent en notre possession.

Les créances encaissées de cette façon seront utilisées dans le règlement des sommes nous revenant de la S.N.C.F.

signature.



14 fin. 41.

GP

Honorable le chef de la subdivision  
des Opérations bancaires et des Titres  
17, rue de Londres à Paris

Comme suite à votre lettre n° F 15/16919  
du 8 février 1941. (Dr. 1255 B.), j'ai l'honneur  
de vous faire connaître que, les archives de  
la Sous-direction de Strasbourg n'étant plus  
en ma possession, il me est pas possible  
de vous faire parvenir les documents demandés.

Par ailleurs, M. le Ministre des Finances  
ayant décidé de bloquer tous comptes ou avoirs  
appartenant aux entreprises ayant leur siège  
dans les départements d'Alsace et de Lorraine,  
cette mesure me paraît s'opposer à la restitution  
demandée par la Société générale alsacienne  
de Banque.

Le Chef de la subdivision  
Riqui: Gaureux

by

exp.  
b 14/2 41

13/2



// février

1

Monsieur le Chef de la Subdivision  
des Opérations bancaires et des Titres

17, rue de Londres à PARIS.

Comme suite à votre lettre n° F 1 T/16919 du 8 février courant (Der 1255 B.), j'ai l'honneur de vous faire connaître que les archives de la Sous-Direction de Strasbourg n'étant plus en ma possession, il ne m'est pas possible de vous faire parvenir les documents demandés.

Par ailleurs, M. le Ministre des Finances ayant décidé de bloquer tous comptes ou avoirs appartenant aux entreprises ayant leur siège dans les départements d'Alsace et de Lorraine, cette mesure me paraît s'opposer à la restitution demandée par la Société Générale Alsacienne de Banque.

LE CHEF DU CONTENTIEUX,

*Signé: Gaureux*



MF/6/2

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

SERVICES FINANCIERS

DIVISION CENTRALE DES FINANCES

SUBDIVISION CENTRALE DES TITRES

BUREAU T

17, rue de Londres, 17  
Paris (9<sup>e</sup>)

Tél. : Trinité 73-00

Adresse Télégraphique

"NADIRFIN-PARIS"

Reg. Com. Seine N° 276.448 B

N° F T

A rappeler en cas de réponse

Dr: 1255 B.



PARIS, le 8 Février 1941.

Monsieur le Chef du Contentieux  
45, rue St-Lazare

à PARIS

Le 25 Avril 1940 nous vous avons adressé comme suite à votre lettre du 20 (même mois) (Réf: Bureau D/C3 Dr n° 104272 /L) deux engagements bancaires de Frs: 280.000 et 4.000 fournis par la Société Alsacienne de Banque au faveur de la Société Nouvelle de Transports et Entrepôts "Satrapo" en vue de garantir le règlement périodique de ses frais de transport

L'Etablissement garant demandant la restitution de ces cautions, j'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien nous mettre à même de renseigner utilement l'intéressé.

Une prompte réponse nous obligerait.

Le Chef de la Subdivision  
des Opérations Bancaires et des  
Titres,

A handwritten signature in cursive script, appearing to read "Jeanine".

AC! 6267 6270



SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

SERVICE DU CONTENTIEUX

SECRÉTARIAT JURIDIQUE

*7.7.24 du relui*

N° 5439 C°

Service Central: *—*

Région: *Est*

OBJET DE LA CONSULTATION

*Recommandement et. entreprise g. Deganelle a. Mof*  
*caution de la B. M. C. I.*

*créance S. G. C. F. 49.695*

*caution B. M. C. I. Paris: 446.670.*

*~~Donnée par~~*

*V. releve des documents transmis*

*a la R. B. D. de Karlsruhe le 8 août 1924.*

Références :

Observations : *aff. réglée p. paiement et compensation*



TRADUCTION  
-----

Chemins de fer allemands                      Le 17-6-42.  
Direction de Karlsruhe  
Service auxiliaire 1 H  
à Strasbourg  
1 H 5b/453 Tbd (Lothr)



Au Service du Contentieux  
de la S.N.C.F.  
à PARIS

s/c. de la W.V.D. PARIS



Référ. : votre lettre Direct. Gén. Secrét. W 3309

Objet : Créances de la S.N.C.F.; en l'espèce attér-  
molement des frais de transport effectués par  
la maison Dezavelle à Metz.

Nous vous accusons réception de votre lettre  
du 10-6-42 et vous informons que le reliquat de  
5908,75 ffr dû par la maison Dezavelle se trouve réglé  
par compensation de cette somme avec une somme de la  
même importance due par votre administration.

Nous restituerons immédiatement le titre de  
cautionnement bancaire de 15.000 ffr.

signé : Dr. STUCK.

*MSL*



Deutsche Reichsbahn  
Reichsbahndirektion Karlsruhe

~~Karlsruhe, Sommerstraße 19~~  
Hilfsarbeiter 1 H in Straßburg (Els)

Kronenburgerweg 3

DIRECTION GÉNÉRALE

Reichsbahndirektion Karlsruhe

22 JUN 1942

W 1111 a

S.N.C.F.

45, rue St Lazare  
(Service du Contentieux)

in Paris.

W.V.D. Paris

Eisenbahn-Abtlg.

Eing.: 19. JUNI 1942

durch die

Wehrmachtverkehrs-  
direktion  
Abt Eisenbahnen

Paris.

29, rue de Berri

Ihre Zeichen Direct Ihre Nachricht vom 10.6.42 Unsere Zeichen Tag 17.6.42  
Gen. Secret. W 5509 1 H 5b/ 453 Tbdr (Loth)  
Betreff Forderungen der SNCF.

H.i: Frachstundungskonto der Firma Dezavelle in Metz.

Wir bekennen uns zu Ihrem Schreiben vom 10.6.42 und teilen Ihnen mit, daß der von der Firma Dezavelle geschuldete Restbetrag von 5 908,75 für durch Aufrechnung mit dem von Ihnen geschuldeten Betrag gleicher Höhe beglichen ist.

Den Bankbürgschein von 15 000.- für werden wir unverzüglich zurückerstatten.

W.V.D. Paris  
Abt. E 20.6.42

3701 17055



MINUTE

1A

S

Aff.: Dezavelle à Metz  
Restitution de caution

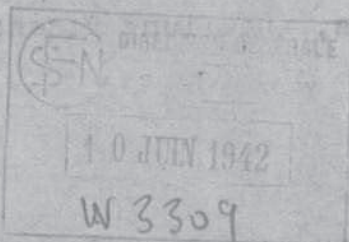
VR.: 1 H 5<sup>b</sup>/453 Tbd (Loth)

10 JUN 1942

juin 42

Direction des Chemins de fer d'Empire à Karlsruhe  
(Hilfsarbeiter 1 H - Strasbourg)

par l'intermédiaire de la Wehrmachtverkehrsdirektion  
(Eisenbahnabteilung) à Paris



Comme suite à votre lettre du 17 avril 1942, je vous informe que la S.N.C.F. accepte le débit de la somme de 5.908 fr 75, montant de la facture de la Maison Dezavelle du 14 juin 1940 et qu'en conséquence, rien ne s'oppose plus à ce que l'engagement de caution de 15.000<sup>f</sup>, que vous détenez encore, soit restitué.

Je vous serais obligé de vouloir bien m'aviser lorsque cette restitution aura été effectuée.

S. Filippi

Übersetzung umseitig.



P.C.

L.B. 10.6.42.

-ÜBERSETZUNG-

S.N.C.F.

Paris, den 10 Juni 1942

Der Generalsekretär

M

Ihr Zeichen : 1 H 5<sup>b</sup>/453 Tdar (Lothr)

REICHESBAHNDIREKTION KARLSRUHE

Hilfsarbeiter 1 H

in S t r a s b o u r g

durch Vermittlung der W.V.D. Paris, Abteilung Eisenbahnen  
29, rue de Berri.

Betr. : Rückerstattung von Sicherheit.  
Sache DEZAVELLE in METZ.

Im Nachgang zu Ihrem Schreiben vom 17. April 1942 teile  
ich Ihnen ergebenst mit, dass die S.N.C.F. mit der Belastung von  
5.908.75 Frs, Betrag der Rechnung der Firma DEZAVELLE vom 14.6.40  
einverstanden ist, und dass demnach der Rückerstattung des Bürg-  
scheines von 15.000 Frs, der noch dort vorliegt, nicht mehr im  
Wege steht.

Ich wäre Ihnen verbunden, mich von der erfolgten Rückgabe  
zu benachrichtigen.

gez : Filippi

Übersetzung unseitig



2 Uhr

-Abschrift-Deutsche Reichsbahn  
Reichsbahndirektion KarlsruheHilfsarbeiter 1 H  
in Strassburg (Els)22. APR. 1942  
W 10226aW.V.D. Paris  
Eisenbahn-Abtlg.  
Eing.: 20. April 1942durch die W.V.D. Paris. 29, rue de Berri.An die  
S.N.C.F.P a r i s  
88, rue St. LazareUnsere Zeichen : 1 H 5<sup>b</sup>/453 TbdR (Lothr)  
Tag : 17.4.42.Betreff : Forderungen der S.N.C.F.  
H.1 : Frachtstundungskonto der  
Firma Dezavelle in Metz.  
Ihr Zeichen : Direction Générale  
Secrétariat W 3077.  
Ihr Schreiben vom 25.3.42.Auf den geschuldeten Betrag von  
89.695.09 ffr hat die Firma Dezavelle am  
28.6.41 den Betrag von 83786.34 ffr be-  
zahlt.Demgemäss wurden die Bürgscheine  
der "Banque Nationale pour le Commerce  
et l'Industrie in Höhe von 20000,--93335,-  
und 33335,- ffr am 3.10.41 an die Natio-  
nalbank für Handel und Industrie in Metz  
zurückerstattet.



Den Unterschied von 89695.09 -  
83786.34 = 5908.75 ffr hat die Schuld-  
nerin mit dem Bemerken in Abzug gebracht,  
dass die S.N.C.F., Région de l'Est,  
Sous-Direction de Strasbourg - Service  
de l'Exploitation noch den Betrag von  
5908.75 ffr schuldet. (Rechnung D 279  
vom 14.6.40 für Reinigung von Güterwagen  
im Bahnhof Metz-Sablon). Zur Sicherstel-  
lung dieser Restforderung haben wir den  
Bürgschein des Comptoir d'Eseompte de  
Mulhouse, Succursale Metz, in Höhe von  
15.000,- ffr zurückbehalten.

Sobald von Ihnen die nötigen Unter-  
lagen zur Regelung an die Firma Dezavelle  
des von ihr in Abzug gebrachten Betrages  
von 5908,75 ffr hier eingegangen sein  
werden, werden wir diesen Betrag Ihrem  
Konto durch Aufrechnung gutschreiben und  
die obenerwähnten Bürgscheine von 15000,-  
ffr zurückerstatten.

gez : Dr Stuck

Gesehen :  
W.V.D. Paris  
Abt. E.  
21.4.42  
3 S A l S.N.C.F.



Paris, 8 juin 2

45 rue Saint-Lazare

SJ

5439<sup>Co</sup>

VR.: F.I.T./2791/T.g.  
D<sup>r</sup> 410. B

Monsieur le Directeur des Services Financiers  
(Subdivision des Titres)

Comme suite à votre lettre du 12 mai 1942 et à la mienne du 18, même mois, relatives à la restitution des engagements bancaires fournis par la Maison G. Dezavelle à Metz, j'ai l'honneur de vous faire connaître que la Division Commerciale de la Région de l'Est accepte le débit de la somme de 5.908 fr 75 représentant le montant de la facture N° D 279 du 14 juin 1940, restée impayée.

J'avise, par ce même courrier, la Direction de Carlsruhe qu'elle peut, en conséquence, restituer l'engagement de caution de 15.000 francs qu'elle détenait encore.

J'informe également la Banque Nationale pour le Commerce et l'Industrie de ce qui précède.

LE CHEF DU CONTENTIEUX

*Niqué: G. Lemaire*



F

Paris, } juin 2

45 rue Saint-Lazare

SJ

5439<sup>Co</sup>

VR.: Dép<sup>t</sup> du Contentieux  
"Caution"

Messieurs,

Comme suite à votre lettre du 30 avril 1942 et à la nôtre du 18 mai dernier, relatives à la restitution des engagements bancaires fournis par la Maison G. Deza-ville à Metz, j'ai l'honneur de vous faire connaître que le Service intéressé de la S.N.C.F. accepte le débit d'une somme de 5.908 fr 75 représentant le montant d'une facture de la Maison ci-dessus, restée impayée.

J'avise, en conséquence, par ce même courrier, la Direction des Chemins de fer de Carlsruhe qu'elle peut restituer l'engagement de caution de 15.000 francs qu'elle détenait encore.

Veillez agréer, Messieurs, l'assurance de ma considération distinguée.

LE CHEF DU CONTENTIEUX

*signé: J. Ceureux*

Banque Nationale pour le Commerce  
et l'Industrie  
16 boulevard des Italiens,  
PARIS



# GRANDS RÉSEAUX DE CHEMINS DE FER FRANÇAIS

(Est, Etat, Midi, Nord, P.L.M., P.O.)

## SERVICE COMMUN DU CONTENTIEUX

Bureau

Dossier N°

(Prière de rappeler dans la réponse)  
les indications ci-dessus)

PARIS, LE

193

45, rue Saint-Lazare (9°)

TÉLÉPH. : Pigalle 95-85

Votre référence :

F. I. T. / 2791 / r.g.

D. 410. B.

Monsieur le Directeur des Services Financiers  
(Subdivision des Titres).

Bonne suite à votre lettre du 12 mai  
1932 et à la mienne du 18, même mois,  
relatives à la restitution des engagements  
bancaires fournis par la maison J. Deganelle  
à Metz. J'ai l'honneur de vous faire  
savoir que la Division commerciale  
de la Région de l'Est accepte le débet  
de la somme de 5.901,75 représentant le  
montant de la facture n° 2.279 du 14  
juin 1930, restée impayée.

J'avisé, par le même service, la  
Direction de Commerce qu'elle peut, en  
conséquence, restituer l'engagement de  
crédit de 15.000<sup>fr</sup> qu'elle libérât encore.

J'informe également la Banque  
Natio-nale pour le Commerce et l'Industrie  
de ce qui précède.

Le Chef du C<sup>t</sup>



# GRANDS RÉSEAUX DE CHEMINS DE FER FRANÇAIS

(Est, État, Midi, Nord, P.L.M., P.O.)

## SERVICE COMMUN DU CONTENTIEUX

Bureau

Dossier N°

(Prière de rappeler dans la réponse)  
les indications ci-dessus)

PARIS, LE

193

45, rue Saint-Lazare (9<sup>e</sup>)

TÉLÉPH. : Pigalle 95-85

V. réf. D<sup>pt</sup> du Contentieux  
"Contentieux"

Messieurs,

Bonne suite à votre lettre du  
30 Avril 1942 et à la nôtre du 11 mai  
dernier, j'ai été relatée à la restitution  
des engagements bancaires fournis par  
la maison G. Dezaselle à Metz. J'ai  
l'honneur de vous faire connaître  
que le Service intérieur du R.N.C.F.  
couvre le débit d'un somme de 5.901,75  
représentant le montant d'une fraction  
de la somme ci-dessus restée non payée.

J'ajoute, en complément, par le  
même courrier, la Direction des Chemins  
de fer de l'Alsace qui a fait restituer  
l'engagement de caution de 15.000  
qui était dû encore.

V. ag. M. B. assurance rest. dist.

Banque Nationale  
pour le Commerce et l'Industrie  
16 B<sup>d</sup> Stalingrad  
Paris



# GRANDS RÉSEAUX DE CHEMINS DE FER FRANÇAIS

(Est, État, Midi, Nord, F.L.M., P.O.)

## SERVICE COMMUN DU CONTENTIEUX

Bureau \_\_\_\_\_

Dossier N° \_\_\_\_\_

(Prière de rappeler dans la réponse  
les indications ci-dessus)

PARIS, LE \_\_\_\_\_

193 \_\_\_\_\_

45, rue Saint-Lazare (9°)

TÉLÉPH. : Pigalle 95-85

*sur papier  
à en-tête  
du Secrétariat Général*

Aff: Degarelle de Metz  
Restitution de caution

Votre référence:

1 H. 5 1/4 53 T6dr (6th)

*Vu  
Ly*

Direction des Chemins de fer d'Alsace  
i. Strasbourg  
(Hilfsarbeiter 1 H - Strasbourg)  
par l'intermédiaire de la  
Wehrmachtverkehrsdirektion  
(Eisenbahnabteilung)  
i. Paris.

Bonne nuit à votre lettre du  
17 Avril 1942, je vous informe que  
le S.N.C.F. accepte le délit de la somme  
de 5908,75, montant de la facture  
de la Maison Degarelle du 14 juin 1940 et  
qu'en conséquence, rien ne s'appuie plus  
sur ce que l'engagement de caution de  
15.000, qui n'est d'ailleurs encore, n'est  
restitué.

Je vous serais obligé de vouloir  
bien m'avisier lorsque cette restitution  
aura été effectuée.



5429-  
—4—

Pièces jointes à la  
lettre relative à la  
signature de M. de la  
Secrétairerie générale.

— x —

A retourner au  
Secrétariat

— e —



GB/ S.M.C.F.  
Région EST  
Exploitation  
Division Commerciale  
N° C.IOTAL  
909I.D.7I

NATIONALES CHEMINS  
Service

Paris, le 28 MAI 1942

Monsieur le Chef du

Service  
28 MAI 1942  
44 rue St Lazare

Paris (92)

Suite à votre transmission SJ. N° 5439.CO, relative au recouvrement par les soins des chemins de fer allemands auprès de la Maison Dezavelle à Metz, d'une somme de 89693 f.09, due à la SNCF pour frais de transport et terminés.

J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'en ce qui concerne la somme de 5908 f.75, qui serait due à la dite Sté par notre Service de l'Exploitation pour nettoyage de wagons en gare de Metz-Sa-blon, la facture de ces frais (N° D.279 du 14/6/40) n'a pu être réglée par notre Région. Il y a donc lieu d'accepter comme valable la créance de la Maison Dezavelle envers la SNCF.

Le Chef du Service Ex.

M. DOUDREY  
Le Chef de Division C, Ingénieur en chef



18 mai 42

SJ  
5439 CoVR.: Dép<sup>t</sup> du Contentieux  
"Caution"

Messieurs,

Comme suite à notre lettre du 19 mars dernier et à la vôtre du 30 avril écoulé, relatives à la restitution des rengagements bancaires fournis par la Maison G. Dezavelle à Metz, j'ai l'honneur de vous faire connaître que cette Maison ayant déduit, lors du versement de la somme qu'elle devait à notre Société, celle de 5.908 fr 75, qui représenterait le montant d'une facture impayée, nous avons dû demander au Service intéressé s'il acceptait ce débit.

Au reçu de sa réponse, nous ne manquerons pas d'en informer la Direction des Chemins de fer de Carlsruhe qui retient encore, jusqu'à nouvel avis, la lettre de caution de 15.000 francs.

Veuillez agréer, Messieurs, l'assurance de mes sentiments distingués.

LE CHEF DU CONTENTIEUX

Signé: J. Aurange



28

avril

42

-----

ASJ  
Dezavelle de Metz  
5439 Co

Monsieur le Chef du Service  
de l'Exploitation  
de la Région de l'EST

2 annexes

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint copie d'une correspondance échangée avec la Direction des Chemins de fer d'Empire de Carlsruhe (Service auxiliaire à Strasbourg). Il en ressort que la Maison DEZAVELLE de Metz, débitrice d'une somme de 89.693 fr 09, a déduit de cette somme, lors de son versement aux Chemins de fer allemands, celle de 5.908 fr 75, qui lui serait due par votre Service pour nettoyage de wagons en gare de Metz-Sablon (facture D 279 du 14 juin 1940).

La Direction de Carlsruhe nous demandant si nous acceptons ce débit, je vous serais obligé de vouloir bien me mettre en mesure de lui répondre.

LE CHEF DU CONTENTIEUX

Mme: Glureau



P.C.

- Traduction -

22 AVR 1942  
22.4.42  
33 AVR 1942

Deutsche Reichsbahn  
R.B.D. Karlsruhe

le 17.4.42.

Hilfsarbeiter 1 H  
à Strasbourg

Réf. 1 H 5<sup>b</sup>/453 Tbdar(Loth)

8<sup>e</sup> DU CONTENTIEUX  
Pour Attributions

A la S.N.C.F.

Paris  
88, rue St. Lazare

Stamp: S.N.C.F. SECRETARIAT W  
22 AVR. 1942  
W 10226  
23 AVR. 1942  
D 149100/10 438

Objet: Créances de la S.N.C.F.; en l'espèce:  
compte d'atermolement de frais de  
transports de la firme Dezavelle à Metz.

V/réf.: Direction Générale-Secrétariat W 3077.  
V/Lettre du 25.3.1942.

Sur la somme de 89 695,09 ffirs due par  
la firme Dezavelle, celle-ci a payé le 28.6.41  
la somme de 83.786,34 ffirs.

En conséquence, les engagements de  
caution de la "Banque Nationale pour le Commer-  
ce et l'Industrie" d'un montant de 20.000,-  
93 335,- et 33 335,- ffirs ont été restitués le  
3.10.41 à la Banque Nationale pour le Commerce  
et l'Industrie à Metz.

La différence 89.695,09 - 83.786,34  
= 5908,75 ffirs a été déduite par la débitrice  
avec la remarque que la S.N.C.F. Région de l'Est  
Sous-Direction de Strasbourg - Service de  
l'Exploitation lui doit encore la somme de  
5908,75 ffirs (Facture D 279 du 14.6.40 pour  
nettoyage de wagons en gare de Metz-Sablon).  
Pour garantir ce reliquat de créance, nous  
avons conservé l'engagement de caution du  
comptoir d'Escompte de Mulhouse, succursale  
Metz, d'un montant de 15.000 frs.

....



Dès que vous nous aurez fait parvenir les pièces nécessaires au règlement de la somme de 5908,75 ffrs déduite par la firme Dezavelle, nous porterons cette somme au crédit de votre compte par compensation et nous restituerons l'engagement de caution de 15.000 ffrs ci-dessus mentionné.

signé: Dr. Stuck

Vu:WVD Paris  
Div. E-21.4.42  
3 SA 1 SNCF  
signature.

A handwritten signature in dark ink, appearing to be 'J. Stuck', is written over the typed name 'Dr. Stuck'.



18 mai

42

SJ

5439<sup>Co</sup>

VR./ F.1 T/2791/Tg  
Der N° 410 B

Monsieur le Directeur des Services Financiers,  
(Subdivision des Titres)

Comme suite à votre lettre du 12 mai courant, relative à la restitution des engagements bancaires souscrits par la Banque Nationale pour le Commerce et l'Industrie pour le compte de la Maison G. Dezavelle à Metz, j'ai l'honneur de vous faire connaître qu'à la date du 17 avril dernier, la Direction des Chemins de fer de Karlsruhe nous a informés que cette maison avait versé, le 28 juin 1941, la somme de 83.786 fr 34, sur celle de 89.625 fr 09 qu'elle nous doit. La différence, soit 5.908 fr 75, a été retenue par la Maison Dezavelle à titre de compensation avec une créance de 5.908 fr 75 (facture D 279 du 14 juin 1940) qui lui aurait été due par le Service de l'Exploitation de la Sous-Direction de Strasbourg.

J'ai demandé, le 28 avril dernier, à notre Région de l'Est si elle acceptait ce débit, afin de me mettre en mesure de renseigner la Direction de Karlsruhe qui conserve, jusqu'au reçu de notre réponse, la lettre de caution de 15.000 francs dont la restitution est encore en suspend.

J'informe, par le même courrier, la Banque Nationale pour le Commerce et l'Industrie de ce qui précède.

LE CHEF DU CONTENTIEUX

*Signé: G. Aureau*



S. N. C. F.

SERVICES FINANCIERS

TITRES

17, R. de Londres - IX

PARIS, le 12 Mai 1942

Fl/T 279 Tg

Dr : n° 410 B

- 1 pièce -

M. le Chef du Contentieux

45 rue St-Lazare

PARIS

Comme suite à notre transmission du 3 Avril 1942 (Réf. Fl/Tg Dr : 410 B), j'ai l'honneur de vous adresser, sous ce pli, copie d'une nouvelle lettre de la B.N.C.I. en vous priant de vouloir bien renseigner directement l'intéressée.

Cette affaire est suivie par votre service sous la référence Bureau C<sup>2</sup> Dr n° 19257 A.L.

J'ajoute que nous n'avons pas été avisés, par les Chemins de fer Allemands, à Strasbourg, de l'encaissement, pour notre compte, de la somme de Frs: 89.695 due par M. DEZAVELLE.

P/Le Directeur des Services Financiers,  
Le Chef de la Subdivision des Titres.

*Jeaurie*

8489

7



CB 10

DEPARTEMENT DU CONTENTIEUX

" Cautions "

SOCIETE NATIONALE des CHEMINS de  
FER FRANCAIS

17, rue de Londres à PARIS

PARIS, le 30 Avril 1942.

COPIE

Messieurs,

Nous avons l'honneur de vous confirmer notre lettre en date du 28 Mars dernier :

" Nous avons bien reçu votre lettre en date du 19 Mars 1942, dont nous avons  
" communiqué les termes à notre Centre de Liquidation des Sièges d'Alsace-  
" Lorraine à DIJON.

" En réponse, nous recevons la note suivante :

" V. lettre du 21.3.42 - Gaston DEZAVELLE - (Metz) -

" Nous recevons votre précitée, nous donnant connaissance de la réponse  
" que vous avez reçue et qui appelle les observations suivantes :

" La caution de Frs : 15.000,- a bien été fournie par notre Succursale  
" de Metz, à la date du 30.6.32.

" En ce qui concerne les cautions de :

- Frs 20.000,- du 30.8.30
- Frs 93.335,- du 24.7.30
- Frs 33.335,- du 13.5.38

" notre Succursale de Metz nous a informés, à la date du 8 octobre 1941,  
" en avoir obtenu la restitution de la Reichs bahndirektion, Karlsruhe,  
" sous-direction de Strasbourg.

" Nous pensons donc que M. DEZAVELLE a payé aux Chemins de Fer allemands  
" la somme de Frs : 89.695,- dont il était redevable envers les Chemins  
" de Fer d'Alsace-Lorraine".

" Nous vous serions très obligés de bien vouloir examiner à nouveau ces opé-  
" rations et, s'il y a lieu, nous confirmer que vous êtes entièrement d'accord  
" avec nous.

" Nous vous en remercions et vous prions d'agréer, ... etc....

" Nous vous prions de bien vouloir nous faire parvenir une réponse au sujet  
de cette affaire.

Avec nos remerciements anticipés, veuillez agréer, ....etc ....

BANQUE NATIONALE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE

(Signatures)



Fl 16  
Dr : 410 B  
Copie transmise,  
pour la suite utile,  
à M. le Chef du Conten-  
tieux, 45 R. St-Lazare à PARIS  
(affaire suivie par son service  
S.f.), en l'informant que nous n'avons pas  
été avisés, par les Chemins de fer Allemands,  
à Strasbourg, de l'encaissement, pour notre compte,  
de la somme de Frs : 89.695,- due par M. DEZA-  
VELLE.  
Le Chef de la Subdivision des Titres.

C.B. J.G.

Dossier 5.439 C<sup>o</sup> Bureau S.J.

SOCIETE NATIONALE des CHEMINS DE  
FER FRANCAIS

17, Rue de Londres à PARIS

PARIS, le 28 Mars 1942

Messieurs,

Nous avons bien reçu votre lettre en date du 19 Mars 1942, dont nous avons communiqué les termes à notre Centre de Liquidation des Sièges d'Alsace-Lorraine à Dijon.

En réponse, nous recevons la note suivante :

" V. lettre du 21/3/42 - Gaston DEZAVELLE (Metz)

" Nous recevons votre précitée, nous donnant connaissance de la réponse  
" que vous avez reçue et qui appelle les observations suivantes :

" La caution de Frs : 15.000,- a bien été fournie par notre Succursale  
" de Metz, à la date du 30/6/1932

" En ce qui concerne les cautions de :

- Frs : 20.000,- du 30/ 8/1930
- Frs : 93.335,- du 24/ 7/1930
- Frs : 33.335,- du 13/ 5/1938

" notre Succursale de Metz nous a informés, à la date du 8 octobre 1941,  
" en avoir obtenu la restitution de la Reichsbahndirektion, Karlsruhe,  
" s/Direction de Strasbourg.

" Nous pensons donc que Monsieur DEZAVELLE a payé aux Chemins de fer  
" allemands la somme de Frs : 89.695,- dont il était redevable envers  
" les Chemins de Fer d'Alsace-Lorraine."

Nous vous serions très obligés de bien vouloir examiner à nouveau cette opération et, s'il y a lieu, nous confirmer que vous êtes entièrement d'accord avec nous.

Nous vous en remercions et vous prions d'agréer, Messieurs,  
l'expression de nos sentiments distingués.

BANQUE NATIONALE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE

(Signature)



Copie pour le s<sup>r</sup> DU CONTENTIEUX.

AM  
3

D. 149100/10

Aff. Dezevelle de Metz

25 Mars 1942

VR- 1 H.S.Aa

N. 3077

Direction des Chemins de fer d'Empire  
à Karlsruhe  
(Auxiliaire I H à Strasbourg)  
par l'intermédiaire de la Wehrmachtverkehrsdirektion  
(Division des Chemins de fer)  
à PARIS.

Nous vous avons adressé, le 8 août 1941, sous le N° W 2120, un certain nombre de dossiers concernant des créances à recouvrer contre des débiteurs résidant dans les départements alsaciens et lorrain.

Parmi ces dossiers figurait, sous le N° 28 du relevé, celui concernant le recouvrement d'une somme de 89.695 francs, due par la maison Gaston DEZAVELLE de Metz pour frais de transports atermoyés dont le règlement était garanti par une lettre de caution de la Banque Nationale pour le commerce et l'Industrie à Paris.

Cet établissement venant de nous prier de lui attester que la lettre de caution est devenue sans objet, je vous serais très obligé de vouloir bien nous faire connaître si vous avez pu encaisser la somme précitée pour la porter à notre crédit.

Signé : LE BESNERAIS

6. 27 MAR 42



S.J.

5439 C°

Aff. DEZAVELLE de METZ

V.R. D<sup>on</sup> Gale Secr<sup>t</sup> GalDép<sup>t</sup> du Contentieux  
"Cautions"

Messieurs,

Par lettre du 4 mars courante adressée à nos Services financiers, vous avez bien voulu nous demander de vous attester que la caution de 15.000 frs, fournie en 1932 par votre succursale de Metz en garantie des obligations de M. Gaston DEZAVELLE, est devenue sans objet.

J'ai l'honneur d'appeler votre attention sur le fait que cette lettre paraît confondre la caution de 15.000 frs fournie en faveur du même débiteur par le Comptoir d'Escompte de Mulhouse, avec les trois engagements de 20.000 frs, 93.335 frs et 33.335 frs, soit au total 146.670 frs, que vous avez souscrits.

Ces engagements garantissent actuellement le paiement d'un solde de 89.695 frs, qui nous demeure dû pour frais de transport par M. DEZAVELLE.

Invités à nous régler cette dernière somme, vous nous avez fait connaître, le 8 avril 1941, que M. DEZAVELLE la tenait à notre disposition.

Nous avons donc chargé, à la date du 8 août dernier, les Chemins de fer allemands de l'encaisser pour notre compte. Nous ne pourrions donner mainlevée de ces



engagements ou vous fournir l'attestation demandée, que  
lorsque nous aurons été avisés du paiement de la somme  
suscitée.

Veillez agréer, Messieurs l'assurance de nos sen-  
timents distingués.

LE CHEF DU CONTENTIEUX,

*Signé: J. Durand*

Messieurs,



BANQUE NATIONALE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE - 16 Boul. des Italiens PARIS

DIRECTION GENERALE

SECRETARIAT GENERAL

DEPARTEMENT DU CONTENTIEUX  
"CAUTIONS"

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS  
DE FER FRANCAIS  
17, rue de Londres à PARIS

PARIS, le 4 Mars 1942.

Messieurs,

Le 30 Juin 1932, notre Succursale de METZ a fourni une caution de :  
Frs : 15.000

en faveur de M. DEZAVELLE Gaston, auprès des Chemins de fer d'Alsace-Lorraine.

Nous vous serions très obligés de vouloir bien nous faire parvenir  
une attestation certifiant que cette caution est devenue sans objet, ce dont  
nous vous remercions à l'avance.

Veuillez agréer, Messieurs, l'expression de nos sentiments distingués.

BANQUE NATIONALE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE

(Signatures)

S. N. C. F.

SERVICES FINANCIERS

TITRES

17, R. de Londres - IX

PARIS, le 10 Mars 1942.

F1 Tg

Dr: 410 B

COPIE TRANSMISE à M. le Chef du Contentieux, 45 rue St-Lazare  
à Paris, en le priant de vouloir bien répondre directement à la B.N.C.I.  
l'engagement bancaire en question ayant été transmis à son service le  
28 Mai 1940, comme suite à sa lettre du 22 (même mois) Réf. Bureau C2  
n° 19.257 A.L.)

P/Le Directeur des Services Financiers,  
Le Chef de la Subdivision des Titres.



# BANQUE NATIONALE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE

MR/SM

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 175 MILLIONS DE FRANCS ENTIÈREMENT VERSÉS  
SIÈGE SOCIAL : 16, BOULEVARD DES ITALIENS - PARIS (9<sup>e</sup>)

R. C. SEINE 251.988 B

TÉL. TAITBOUT } 74-70 à 74-79  
                  } 75-70 à 75-79  
                  } 73-21 à 73-25  
INTER TAITBOUT 290 à 299

Chèques Postaux : PARIS 1663-15

ADRESSE TÉLÉGRAPHIQUE  
NACICOMI-PARIS

DIRECTION GÉNÉRALE

DIRECTION DES AGENCES  
DE PROVINCE

Société Nationale des Chemins de  
Fer Français  
Service du Contentieux  
45, rue St-Lazare  
PARIS

Paris, le 8 Avril 1941

Service des Sièges d'Alsace  
et de Lorraine.

Bureau C2 - Dr : 19.257 A.L.  
Affaire : DEZAVELLE ( Metz ).



Messieurs,

Nous avons reçu en son temps votre lettre du 3 Mars 1941 nous demandant le règlement d'une somme de Fr : 89.695 qui vous est due par M. Gaston DEZAVELLE demeurant à METZ, pour frais de transport afférent tant à son trafic privé qu'à son service officiel de factage et camionnage.

Vous nous demandez ce règlement en exécution des différentes cautions que notre Siège de METZ a données à votre Société, s'élevant à Fr : 146.670.

En réponse, nous vous prions de nous faire savoir si vous avez bien demandé à M. DEZAVELLE le paiement de la somme qu'il vous doit, car, interrogé par notre Siège de METZ sur ce point, M. DEZAVELLE nous a répondu qu'il tenait à votre disposition la somme réclamée.

Vous pouvez donc obtenir de M. DEZAVELLE à METZ, le règlement des sommes qui vous sont dues et nous vous prions d'intervenir directement auprès de lui.

...

*Alors signer  
Service Finances  
dans 18549 A4*



La correspondance relative à cette affaire devra être adressée à la Direction des Agences de Province ( A l'attention de M. BRIAND, sous-Directeur ).

Veillez agréer, Messieurs, nos salutations distinguées.

BANQUE NATIONALE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE

A handwritten signature in dark ink, appearing to be a stylized name, possibly "M. Briand", written in a cursive script.



3 Mars 42

22

1935/42.

Affaire Degavelle.

Messieurs,

Comme suite à ma lettre du 8 Janvier  
dernier, et à votre réponse me faisant savoir  
que vous transmettiez notre demande à votre  
successeur de Mottz, je vous serais obligé de  
bien vouloir me faire connaître si vous  
pensez expier un prochain règlement de  
cette affaire.

Truilly agréer, Messieurs, l'assurance  
de ma considération distinguée.

J. Le Chef du Cabinet.

— — — — —

Banque Nationale, sous le Commerce et l'Industrie  
6, Boulevard des Italiens, à Paris (9ème).



# BANQUE NATIONALE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 175 MILLIONS DE FRANCS ENTIÈREMENT VERSÉS  
SIÈGE SOCIAL : 16, BOULEVARD DES ITALIENS - PARIS (9°)

MR/SM

R. C. SEINE 251.988 B

TÉL. TAITBOUT { 74-70 à 74-79  
75-70 à 75-79  
73-21 à 73-25  
INTER TAITBOUT 290 à 299

Chèques Postaux : PARIS 1663-15

ADRESSE TÉLÉGRAPHIQUE  
NACICOMI - PARIS

DIRECTION GÉNÉRALE

DIRECTION DES AGENCES  
DE PROVINCE

Société Nationale des Chemins de  
Fer Français  
Service du Contentieux  
45, rue Saint-Lazare  
PARIS 9°

Paris, le

V/Réf.: Bureau C<sup>2</sup>  
Dossier 19.257 AL.  
Aff. DEZAVELLE.



Messieurs,

Nous avons bien reçu votre lettre du 8 courant, nous demandant le règlement d'une somme de Fr : 89.695.- en exécution de nos engagements de caution en faveur de M. Gaston DEZAVELLE, Entrepreneur de Transports à METZ.

Ces engagements ont été pris par notre Succursale de METZ où se trouve tenu le compte de M. Gaston DEZAVELLE.

Le recouvrement devant être effectué sur ce compte, nous transmettons par même courrier votre demande à notre Succursale de METZ, et vous tiendrons au courant de sa réponse.

Nous vous prions d'agréer, Messieurs, nos salutations distinguées.

BANQUE NATIONALE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE

A large, stylized handwritten signature in dark ink, likely belonging to a representative of the bank.



Bureau CC  
19.257 A4-

Entreprise Degavelle,  
Transports et Remorquements  
à Mety

Montant de notre créance pour frais de  
transport ---- 89.695<sup>+</sup>

Cautions de la Banque Nationale pour  
le Commerce et l'Industrie, suivant trois  
engagements de 20.000<sup>+</sup> - 98.335<sup>+</sup> et 33.335<sup>+</sup>  
au total 146.670<sup>+</sup>.

Cautions du Comptoir d'Escompte de Mulhouse  
suivant un engagement de 15.000<sup>+</sup>.

Appel à la garantie de la B.N.C.I.

Cette Banque nous indique que  
M. Degavelle tient à disposition la somme  
réclamée.

Copie original égaré lors du repli  
du service.



A. J. No 5. 439 00

Paris, le 14 Mars 1932 C

M. J. Dezavelle de Metz  
V. rep. Du gale sat gal

Monsieur,

D<sup>r</sup> des Contencieux  
"Caution"

Par lettre

du 4 Mars est adressée à nos services  
financiers vous avez bien voulu nous  
demander de vous attester que la caution  
de 15.000 frs. fournie en 1932 par votre  
succursale de Metz en garantie des obli-  
gations de M. Gaston Dezavelle, est  
devenue sans objet.

J'ai l'honneur d'appeler votre attention  
sur le fait que cette lettre paraît confondre  
la caution de 15.000 frs. fournie en faveur  
du même débiteur par la Comptoir d'Encomptes  
de Mulhouse, avec les trois engagements  
de 20.000 frs., 99.335 frs. et 33.335 frs., soit au  
total 146.670 frs., que vous avez soucrits.

Ces engagements garantissent  
actuellement le paiement d'un solde  
de 89.695 frs. qui nous demeure dû pour  
frais de transport par M. Dezavelle.  
Quitté par nous ~~vous~~ régler cette  
dernière somme, vous nous avez fait



Commaître, le 8 Avril 1915, que M. Deja-  
ville la tenait à notre disposition.

Vous avez donc chargé, à la date du  
8 août dernier, les Chemins de fer  
allemands de l'incasiner pour notre  
compte. Vous ne pourrions ~~donc~~ donner  
main levée de ces engagements <sup>+</sup> que  
lorsque nous aurons été avisés du  
paiement de la somme susdite.

Je vous fournis  
l'attestation demandée.

Très agréablement,  
l'assurance de nos sentiments  
distingués.

Le Chef du Contentieux:  
M. J. J. J.

Banque Nationale pour le Commerce & l'Industrie  
16, Boulevard des Capucines Paris



J. J.

40 f. 439 C.

Paris, ce 18 Avril 1942

F

M. de Zavelle à M. J. J.

Monsieur le Chef de l'Exploitation  
de la Région de l'Est

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint copie d'une  
correspondance cédée avec la Direction de Chemins de fer  
d'Empire de Carlsruhe (Service auxiliaire d'Alsace-Lorraine). Il s'agit  
essentiellement de la maison de Zavelle de M. J. J., de l'ordre d'une  
somme de 89.693 fr. 09, ce qui sera à déduire de cette somme,  
lors de son versement aux Chemins de fer allemands, celle  
de 8.908 fr. 85, qui lui serait due par votre Service pour  
nettoyage de wagons en gare de M. J. J. (facture D. 249  
du 14 juin 1940).

La Direction de Carlsruhe nous demandant si nous  
acceptons ce débit, avant de ~~se débiter~~ par ~~machines~~

15/4



J'étais obligé de vous en dire un peu  
meure de lui répondre.

Le Chef du Gouvernement  
Signé: } Lamy



A. 7. 405.43920

Paris, le 14 Mars 1942

D

M. Dezaudelle au 405

M. R. 1 FI. S. Ad

~~M. R.~~

Direction des Chemins de fer de l'Empire à Karlsruhe  
(Quai Louis I H à Strasbourg,  
par l'intermédiaire de la Wehrmachtverkehrs Direction,  
Division des Chemins de fer) Paris

Vous venez avoir adressé, le 8 Août 1941, sous le 40 W. 2120,  
un certain nombre de domiers concernant des créances à  
recouvrer contre des débiteurs résidant dans les départements  
alsaciens et lorrains.

Parmi ces domiers figurait, sous le 4028 du relevé,  
celui ~~et non~~ concernant le recouvrement  
d'une somme de 84.695 frs, pour due par la Maison  
Gaston Dezaudelle de Metz pour frais de transports acheminés

243



Dont le règlement était garanti par une Lettre de caution  
de la Banque Nationale pour le Commerce et l'Industrie  
à Paris.

Cet établissement recevant de vives prières de lui attester  
que la Lettre de caution est devenue sans objet, je vous  
serais très obligé de vouloir bien nous faire connaître  
si vous avez pu encaisser la somme précitée pour la  
porter à notre crédit.



L. G. No J. 439 C.

~~requis~~

requis: Dép. des Contributions  
"Caution".

Paris, le 18 Mai 1942

Messieurs,

Bonne nuit à notre

lettre du 19 mars dernier et à la vôtre du 30 avril  
écoulée, relatives à la restitution des engagements  
bancaires fournis par la Maison J. Deganelle & Co.  
J'ai l'honneur de vous faire connaître que cette  
Maison ayant décliné, lors du versement de  
la somme qu'elle devait à votre Société, & celle  
de J. Deganelle & Co., qui représenterait le montant  
d'une facture impayée, nous avons dû  
demander au Service Intérieur s'il acceptait  
ce débit.

1/1

F



Au vu de sa réponse, nous ne pourrions pas  
d'en informer ~~avant~~ la direction des Chemins de fer de Karlsruhe  
qui a retenu encore 88, jusqu'à nouvel avis, la lettre  
de caution de 10.000 fr.

Reuilly après. Messieurs. L'assurance de ces  
sentiments distingués.

Le Chef du Contrôle  
Monsieur: Gureux

Banque Nationale  
pour le Commerce et l'Industrie  
14 Boulevard des Capucines  
Paris.



C. J. 30.43900  
v. réf.: FIT/2791/Tg  
Dr 30.410B

Paris, le 18 Mai 1962

Monsieur le Directeur  
des Services Financiers  
(Subdivision des Titres,

Comme suite à votre lettre du 12 May 1962  
relative à la restitution des engagements bancaires  
souscrits par la Banque Nationale pour le Commerce  
et l'Industrie ~~com~~ pour le compte de la Maison  
J. Legrand à Nyon. j'ai l'honneur de vous faire  
connaître qu'à la date du 17 avril dernier, la direc-  
tion des Opérations d'Es de Carlsruhe nous a  
informé que cette maison avait versé, le 28 juin  
1961, la somme de 83.388 fr 54, sur celle de

89.698 fr 09



qu'elle nous doit. La différence, soit 908fr 85,  
a été retenue par la Maison Deganelle à titre de  
compensation avec une créance de 908fr 85 (facture  
D 279 du 14 juin 1940) qui lui <sup>avait été</sup> ~~restituée~~ due par la Société  
des Exploitations de la Pros-Direction de Strasbourg.

J'ai demandé, le 23 avril dernier, à notre Région  
de l'Est si elle acceptait ce débit, afin de me mettre  
en mesure de renseigner la Direction de Karlsruhe  
qui conserve, jusqu'au reçu de notre réponse, la lettre  
de caution de 9.000fr dont la restitution est encore  
en suspens.

J'en informe, par la même courrière, la Banque  
Nationale pour le Commerce et l'Industrie de ce qui  
précède.

Le Chef de Credit Bureau :  
Signé : Y. Aurouy